

## Article

---

« Éléments de réflexion pour une coopération institutionnelle entre les universités québécoises et brésiliennes »

Marcel Lavallée

*Revue des sciences de l'éducation*, vol. 19, n° 2, 1993, p. 369-376.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/031620ar>

DOI: 10.7202/031620ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## Éléments de réflexion pour une coopération institutionnelle entre les universités québécoises et brésiliennes

**Marcel Lavallée**  
**Professeur**

**Université du Québec à Montréal**

De 1987 à 1990, l'auteur a coordonné, pour le Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la maîtrise en éducation que cette institution a offerte à un contingent de professeurs de l'Universidade do Estado da Bahia (UNEB), selon une entente de coopération institutionnelle entre l'Université du Québec (UQ) et l'UNEB.

### *Introduction*

Dans le présent document, nous voulons montrer qu'il existe des endroits dans le monde où notre expertise de professeurs universitaires serait la bienvenue, et que nous pourrions aussi découvrir de nouveaux projets d'étude et de recherche. Le Québec et ses universités peuvent offrir sans complexe leur savoir et leur savoir-faire à travers le monde. Le système d'éducation québécois et les publications pédagogiques de ses agents ont déjà été l'objet d'études et d'applications tant en Europe qu'en Afrique et en Amérique latine. Nous allons présenter ici comment nous pourrions continuer notre collaboration, particulièrement au Brésil qui, par ses universités, a déjà soumis des projets en ce sens auprès du Québec.

Nous allons d'abord introduire le pays en question, puis présenter brièvement le système d'éducation brésilien, ses besoins, particulièrement ceux du Nord-Est, et les modes de collaboration possibles entre les universités des deux pays.

### *Le pays*

Le Brésil s'impose, parmi tous les pays de l'Amérique Latine, comme le plus grand et le plus peuplé. Il se distingue des autres pays par la langue (le portugais) et par une population qui n'est pas excessive, compte tenu de son territoire, presque aussi grand que celui du Canada, et de son climat. Toutes les régions du Brésil possèdent les moyens de se nourrir (même si certaines ne parviennent pas à le faire) et toutes sont habitables. La température moyenne au Brésil est de 27 degrés Celsius, avec des extrêmes par le haut en Amazonie, et par le bas dans le sud du pays où il neige parfois, en hiver, durant les mois de juin, juillet et août.

Le Brésil compte une population très jeune. Près de 50 % des Brésiliens ont moins de 20 ans (Moreira, 1987). Si nous examinons les données du tableau 1, nous pouvons constater toutefois que, malgré la loi de la scolarité obligatoire (Gouvernement du Brésil, 1992), ce ne sont pas tous les enfants qui vont à l'école primaire. Les gouvernements sont d'ailleurs les premiers à ne pas respecter la loi: ils ne construisent pas suffisamment d'écoles pour recevoir les enfants en âge d'être scolarisés et ne forment pas en nombre suffisant les professeurs qui devraient enseigner à ceux même qui réussissent à trouver une place dans les écoles déjà existantes. Les gouvernements municipaux utilisent surtout ce qu'on appelle des professeurs *leigos*, c'est-à-dire qui n'ont pas de formation pédagogique et qui sont, la plupart du temps, très peu scolarisés. Et ils changent à tous les quatre ans, lors des élections municipales.

**Tableau 1**  
**Les populations scolaires par rapport à la population globale\***

Régions	Population	primaire	secondaire	universitaire
Total	135 564 400	24 769 736	3 016 138	1 367 609
Nord	7 652 500	1 678 731	128 874	35 107
Nord-Est	39 005 200	7 439 266	695 342	226 059
Centre-Est	9 083 800	1 938 236	206 325	72 938
Sud-Est	59 134 200	10 057 634	1 493 980	762 905
Sud	20 688 700	3 655 869	491 617	270 573

\* Instituto brasileiro de geografia e de estatística (1986).

C'est dans le Nord-Est brésilien qu'on compte le plus haut taux d'enfants en âge d'aller à l'école, mais qui n'y vont pas, faute d'écoles et de professeurs (Fletcher et Ribeiro, 1987, p. 2). De fait, d'après le tableau 1, il n'y en a que 8 millions, alors qu'il devrait y en avoir près de 20 millions.

Une deuxième observation montre que les données du primaire et du secondaire sont très différentes. Les données du secondaire sont toujours extrêmement inférieures à celles du primaire. Cela dépend d'un phénomène très répandu qu'on appelle «évasion scolaire» au Brésil et «décrochage» au Québec. Mais au Brésil, ce phénomène arrive très tôt, soit, en général, immédiatement après les premières années de scolarité. Fletcher et Ribeiro (1987) l'estiment à plus de 60 % après quatre ans de scolarité.

La documentation sur le sujet souligne comme principaux responsables de cette évasion la mauvaise préparation des maîtres ainsi que l'inadéquation entre les programmes scolaires et la réalité des élèves.

Le Nord-Est brésilien et ses États sont toujours considérés dans les écrits scientifiques ou journalistiques brésiliens comme un «autre Brésil», tout à fait différent du Sud. Cette région possède les mêmes caractéristiques que les autres régions brésiliennes, mais les difficultés y sont accentuées: moins d'écoles, moins de recours financiers, plus de décrochage, plus d'analphabètes.

Le Nord-Est, et particulièrement l'État de Bahia, a connu ses heures de gloire et de prospérité au moment de la découverte du Brésil au XVI<sup>e</sup> siècle, pendant la période dite de l'âge d'or de la canne à sucre qui a constitué la première époque de prospérité du Brésil. Mais après les cycles successifs de l'exploitation du café, de l'or et du caoutchouc, le Nord-Est a vraiment regressé à l'état de tiers monde à l'époque de l'industrialisation, alors que les états du Sud, particulièrement ceux de São Paulo, de Rio de Janeiro et de Rio Grande do Sul, de même que l'état du Centre, le Minas Gerais, sont considérés, à certains points de vue, comme appartenant au premier monde, tout comme le Canada.

### *L'éducation au Brésil*

D'après les statistiques du tableau 1, près de 50 % des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école jusqu'à la fin du secondaire. Ce phénomène entraîne un nombre imposant d'analphabètes, et ce sont uniquement des privilégiés qui parviennent à l'université.

#### *Les analphabètes*

Le problème éducatif le plus crucial du Brésil et de l'Amérique Latine est, sans aucun doute, l'analphabétisme. Aucun pays de cet hémisphère n'a réussi à vaincre ce fléau qui ne cesse de préoccuper les éducateurs de ce continent. Cuba a su relever le défi après l'avènement du castrisme. Il suffirait que s'exerce une même volonté politique, mais il semble qu'aucun gouvernement latino-américain n'en ait le courage. Le Nord-Est est la région où se retrouvent les analphabètes en plus grand nombre. Alors que le Brésil détient un taux de 30 % d'analphabètes (Moreira, 1987), on en compte 56 %, par exemple, dans l'État de Bahia!

#### *Les élèves du primaire*

Un autre problème majeur, dans le domaine de l'éducation, est lié au décrochage scolaire précoce. À des degrés divers, les enfants ne fréquentent plus l'école publique après les premières années de scolarité. Par contre, on observe, dans tout le Brésil, plus d'écoles privées que d'écoles publiques. Alors qu'il existe une minorité riche qui peut se payer une école privée, la majorité pauvre ne dispose pas d'écoles en nombre suffisant pour ses enfants. Quand elle réussit à se trouver une place dans les écoles publiques, elle est victime du «doublage». Pour le Brésil, le taux seul de redoublement de la première année scolaire est de 53,7 %; pour le Nord-Est, il est de 73,9 % (Fletcher et Ribeiro, 1987, p. 8).

### *Les élèves du secondaire*

Les statistiques officielles montrent que, finalement, ce sont les élèves des écoles privées qui forment davantage les contingents d'élèves du cours secondaire. Il existe bien un réseau d'écoles publiques secondaires, mais elles sont décriées et fortement critiquées. Très peu de diplômés des écoles publiques parviennent à l'Université.

### *Les étudiants universitaires*

Les étudiants qui fréquentent l'université, de façon générale, viennent des écoles privées et doivent se soumettre à des examens d'entrée à l'université, car il n'y a pas assez de places disponibles. En 1989, par exemple, à Salvador de Bahia, l'Universidade Federal da Bahia a reçu 21 000 candidatures pour 3 000 places. Ce phénomène donne lieu à un type d'écoles préuniversitaires qui servent uniquement à préparer les étudiants à se présenter aux examens d'entrée à l'université; elles sont toutes privées. Mêmes si elles existent, nous ne présentons pas dans l'actuel rapport les statistiques officielles sur les caractéristiques sociales des étudiants qui fréquentent l'université brésilienne, mais il est facile de deviner qu'il s'agit de fils et filles de familles favorisées.

### ***Les besoins en éducation du Brésil, plus particulièrement au Nord-Est***

Il découle de ce qui précède que l'éducation est pour la population une priorité objective au Brésil. Alphabétisation, construction d'écoles, formation des maîtres sont des objectifs à atteindre à court terme si le pays veut éliminer les carences scolaires de sa population.

Si les universités québécoises voulaient collaborer à cette œuvre, elles en auraient pour plusieurs années. Quand l'Université du Québec à Montréal est entrée à l'Universidade do Estado da Bahia (UNEB), il y avait 30 professeurs sur 361 qui possédaient la maîtrise et quatre, le doctorat. Vingt ont obtenu la maîtrise pendant les trois dernières années qu'a duré la coopération entre les deux universités, et 22 autres l'ont obtenue grâce à l'entente entre ces deux universités: cette entente a permis qu'un contingent de professeurs de l'UNEB bénéficie de la formation de deuxième cycle dispensée par le Département des Sciences de l'Éducation de l'UQAM. Ainsi, 70 des 361 professeurs avaient obtenu leur maîtrise en 1990. L'UNEB compte actuellement 602 professeurs, dont 489 sans maîtrise ni doctorat. Cet état de la situation ne vaut que pour une seule université du Nord-Est où 80 % de ses professeurs travaillent dans le domaine de la formation des maîtres.

D'une manière générale, la formation du personnel enseignant universitaire dans tous les domaines est une nécessité criante. Les tableaux qui suivent illustrent encore mieux ce constat.

Les régions les plus favorisées sont celles du Sud-Est et du Sud qui comprennent les États de São Paulo et de Rio de Janeiro. Par comparaison, le Qué-

bec avec ses 6 millions d'habitants et ses 12 universités possède une université par demi-million d'habitants. De tels rapports sont tout à fait autres si nous les comparons aux différentes régions du Brésil, comme on peut le constater aux tableaux 2 et 3.

**Tableau 2**  
**Nombres d'universités reconnues par régions et par statuts**

	fédérales	Universités			TOTAL
		des États	municipales	privées	
Nord	6				6
Nord-Est	9	4		5	18
Centre-ouest	5	3		5	13 *
Sud-Est	6	4	1	16	27 **
Sud	6	4	1	7	18 ***
Totales	35	12	2	33	82

(Conselho dos Reitores das Universidades Brasileiras, 1987)

\* Cette région comprend 4 États, dont Minas Gerais

\*\* Cette région comprend 3 États, dont Rio de Janeiro et São Paulo

\*\*\* Cette région comprend 3 États, dont Rio Grande do Sul

Le tableau 3 montre différents rapports existant entre l'université et la population. Pour le Nord, on observe une université par 1 275 417 habitants; pour le Nord-Est, le rapport est de une université reconnue par 2 166 956 habitants; pour le Sud-Est, le rapport est encore plus élevé, soit une université par 2 190 155 habitants; pour le Sud, ce rapport est une université par 1 149 372 habitants, et pour le Centre-ouest, une université par 698 753 habitants.

Nous pouvons encore examiner de plus près le rapport entre les universités et la population pour le Nord-Est (tableau 3).

**Tableau 3**  
**Ratio universités/habitants pour la région du Nord-Est brésilien**

États du Nord-Est	Habitants*	Universités**				Ratio	
		féd.	État	mun.	priv.		
Alagoas	2 224 200	1				1	2 224 200
Bahia	10 654 500	1	1		1	3	3 551 500
Ceara	5 890 400	1	1		1	3	1 963 466
Paraíba	3 008 500	1	1		1	3	1 002 833
Pernambuco	6 743 500	2			2	4	1 685 875
Piauí	2 419 500	1				1	2 419 500
Rio Grande do Norte	2 112 000	1	1			2	1 056 000
Sergipe	1 297 500	1				1	1 297 500
Totaux	34 350 100	9	4	0	5	18	1 900 109

\* Instituto brasileiro de geografia e de estatística (1986)

\*\* Conselho dos reitores das universidades brasileiras (1987)

C'est donc l'État de Bahia qui possède le ratio université/population le plus élevé, soit presque le double du ratio du Nord-Est.

Considérons maintenant plus particulièrement les besoins des universités des trois États qui ont sollicité récemment la collaboration des universités québécoises au niveau de la formation du personnel enseignant: l'Universidade do Estado da Bahia, l'Universidade do Ceara (privée) et l'Universidade Federal do Paraiba, en terme (Tableau 4). Ces universités sont identifiées dans le tableau par des astérisques. Chaque État mentionné possède trois universités dont l'une est maintenue par le gouvernement fédéral, une autre par le gouvernement de l'État et la troisième par un organisme privé. Il n'y a pas d'universités municipales dans le Nord-Est.

**Tableau 4**  
**Qualification du corps professoral des universités**  
**des États du Nord-Est brésilien qui ont sollicité**  
**la collaboration d'universités québécoises en 1990**

<b>Bahia</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
Fédérale*	1 223	1 029	2 252	54
De l'État	282	79	361	78
Privée*	505	110	615	82
<b>Total</b>	<b>2 010</b>	<b>1 218</b>	<b>3 228</b>	<b>62</b>
<b>Ceara</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
Fédérale	722	793	1 515	48
De l'État*	807	118	925	87
Privée	557	90	647	86
<b>Total</b>	<b>2 076</b>	<b>1 011</b>	<b>3 087</b>	<b>67</b>
<b>Paraiba</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
Fédérale	1 664	1 375	3 039	55
De l'État*	393	27	420	94
Privée	148	22	170	87
<b>Total</b>	<b>2 205</b>	<b>1 424</b>	<b>3 629</b>	<b>61</b>

Légende: A: corps professoral sans maîtrise ni doctorat  
 B: corps professoral avec maîtrise ou doctorat  
 C: total des membres du corps professoral  
 D: pourcentage du corps professoral sans maîtrise ni doctorat  
 (Conselho dos reitores das universidades brasileiras, 1987).

D'après ces données officielles, nous pouvons constater que, des quatre universités qui ont sollicité la collaboration québécoise, c'est l'université de l'État

de la Paraíba qui possède le moins de maîtrises et de doctorats dans tous les domaines: 94 % de son corps professoral ne détiennent pas de diplômes de deuxième et troisième cycles. Et c'est l'université fédérale du Ceara qui possède le corps professoral le mieux qualifié de toutes les universités mentionnées avec seulement 48 % de son corps professoral sans maîtrise ou doctorat.

### ***Types de collaboration souhaitable avec le Brésil***

*A priori*, les universités québécoises peuvent accepter de collaborer avec n'importe quelle institution universitaire brésilienne en fonction des besoins manifestés par cette dernière, mais aussi dans un esprit de partage des connaissances scientifiques.

L'attitude dont nous avons été témoin de la part d'universitaires québécois est justement de répondre aux besoins manifestés et non d'imposer leurs intérêts. Cette attitude libérale est reconnue par les collègues brésiliens des universités qui sollicitent notre collaboration.

#### ***Maintenir la collaboration au niveau de la post-graduation***

Avec son réseau d'universités, le Brésil est capable de répondre aux besoins les plus pressants de sa population en ce qui concerne les études de premier cycle, même si ce réseau ne réussit pas à accepter tous les candidats qui désirent entrer à l'université. Par contre, les besoins au niveau des études post-graduées sont plus flagrants compte tenu du nombre de professeurs qui œuvrent sans maîtrise et sans doctorat. Cet avis est aussi partagé par la Comissão Nacional para Reformulação de Ensino Superior au Brésil.

#### ***Collaborer, en priorité, à la formation du personnel enseignant et non enseignant des universités brésiliennes***

Une collaboration avec les universités brésiliennes devrait être orientée vers la formation du personnel enseignant et non enseignant:

— soit en participant à des programmes courts de type certificat.

Il existe de nombreux programmes de perfectionnement à court terme pour le personnel enseignant des universités, mais la demande dépasse l'offre. Ce phénomène est compréhensible puisque l'université brésilienne ne répond déjà pas aux besoins de tous ceux qui veulent poursuivre des études universitaires de premier cycle. Le gouvernement central, par contre, participe facilement au financement de ces activités;

— soit en participant à des programmes longs de type maîtrise et doctorat.

Malgré son coût plus élevé, ce type de projet apparaît plus viable à long terme parce qu'il produit des effets multiplicateurs intéressants.

En effet, à titre illustratif, plus de la moitié des étudiants-professeurs de la maîtrise en éducation de l'UNEB qui ont suivi la formation offerte par l'UQAM occupent ou ont occupé des postes clés dans l'administration de l'UNEB, comme directeurs de départements ou comme membres de comités pédagogiques importants; deux autres ont posé leur candidature respectivement à des postes de recteur et de vice-recteur: ce sont des postes élus et non nommés. Ces exemples montrent que la communauté universitaire locale reconnaît la formation québéco-brésilienne que les étudiants ont reçue.

On constate aussi des effets sur des membres du corps professoral local qui ont suivi les étudiants à la maîtrise. Certains occupent maintenant des postes importants au gouvernement; d'autres ont obtenu des postes de confiance dans d'autres universités, soit au niveau pédagogique, soit au niveau administratif.

Il est donc évident que la présence prolongée d'une université étrangère dans une université brésilienne, comme ce fut le cas de l'UQAM pendant trois ans, permet à celle-ci d'observer sa manière de fonctionner, de la comparer, de la critiquer, de l'évaluer et de choisir ce qui peut l'intéresser pour améliorer son propre fonctionnement.

### **Conclusion**

En guise de conclusion, le Québec, pays insulaire francophone en Amérique anglophone, a tout à gagner à élargir ses horizons culturels et ses champs de recherche en Amérique latine, et particulièrement dans le Nord-Est brésilien parce que cette région a plus de besoins dans le domaine de l'éducation que les autres régions brésiliennes, et parce que le Québec a déjà été un collaborateur efficace reconnu. Les universités du Nord-Est ont d'ailleurs déposé plusieurs demandes de partage du savoir et du savoir-faire auprès des universités québécoises. Il suffirait de leur répondre. Travailler à l'étranger permet aussi de découvrir sa québécoité!

#### RÉFÉRENCES

- Conselho de reitores das universidades brasileiras (1987). *Sistema de informações sobre as universidades brasileiras*. Brasília, Conselho...
- Fletcher, P. R. et Ribeiro, S. C. (1987). O Ensino de Primeiro Grau no Brasil de Hoje, *Em Aberto* (Brasília), 6(33).
- Gouvernement du Brésil (1992). *As leis da educação no Brasil* (Art. 6, Par. 1, Titre II). Brasília: Gouvernement du Brésil.
- Instituto brasileiro de geografia e de estatística (1986). *Anuário Estatístico do Brasil. Brasília: Instituto brasileiro de geografia e de estatística.*
- Ministério da Educação(1985). *Uma nova política para a educação superior brasileira*. Brasília: Comissão Nacional para Reformulação da Educação Superior.
- Moreira, A. G. Igor (1987). *O espaço geográfico: Geografia general do Brasil*. São Paulo: Atica.